



Rete dei Comunisti

BULLETIN INTERNATIONAL

==== F vrier2025



Introduction

Ce bulletin international du *Rete dei Comunisti* contient des textes relatifs à l'activité de l'organisation depuis la « reprise » de l'année politique en septembre 2024 jusqu'à janvier 2025.

L'activité spécifique du *Rete dei Comunisti* (RdC) au sein des différents « fronts » et domaines de travail ne peut certainement pas être résumée dans une introduction explicative, et les textes que nous proposons ne sont certainement pas exhaustifs du travail politique effectué ces derniers mois.

Nous avons sélectionné quatre éléments qui nous semblent intéressants pour comprendre notre niveau de réflexion historico-théorique, notre engagement dans les fronts de masse – dans ce cas aux côtés du syndicalisme conflictuel et confédéral de l'Unione Sindacale di Base (USB) –, notre militantisme dans la construction du mouvement de solidarité avec la résistance arabo-palestinienne et contre le sionisme, et notre initiative internationaliste en référence à l'Internationale antifasciste de Caracas, dont nous sommes des adhérents enthousiastes.

Le premier texte est la traduction de la présentation du forum qui s'est tenu à Rome les 4, 5 et 6 octobre : « Éloge du communisme du XXe siècle », qui a donné lieu à plus d'une vingtaine d'interventions, dont un nombre important d'intervenants internationaux. Les actes sont en cours d'impression et seront présentés dans les prochains mois.

Le deuxième texte est le communiqué rédigé par RdC, Cambiare Rotta (organisation communiste de jeunesse), et OSA (Opposition alternative des élèves) sur la manifestation nationale unitaire du 30 novembre 2024 à Rome et sur le chemin vers la construction d'un Réseau national antisioniste et anticolonialiste pour la Palestine qui a commencé par l'assemblée nationale du 9 novembre à Rome, avec l'adhésion de plus de 200 réalités italiennes, et qui s'est ensuite poursuivi avec des cycles spécifiques d'initiatives nationales articulées dans différentes villes.

Le troisième texte est le communiqué de RdC-Cambiare Rotta-OSA en prévision de la grève générale appelée par l'USB pour le 13 décembre 2024. Une grève fortement combattue par l'actuel exécutif de centre-droit et « criminalisée » par les médias dominants, mais qui a connu des pics d'adhésion très élevés dans certains secteurs et deux manifestations nationales.

Le quatrième texte est le communiqué de RdC-Cambiare Rotta-OSA sur la participation d'une de nos délégations au Festival mondial de l'Internationale antifasciste à Caracas du 9 au 11 janvier.

Éloge du communisme du 20ème siècle : Un forum pour en discuter... et se le réapproprier !

Le Socialisme du XXe siècle et le mouvement communiste international ont-ils été un échec ou une défaite ? Face à la régression globale et à la guerre que le mode de production capitaliste déchaîne à nouveau sur l'humanité, les instances d'émancipation et de civilisation que représentent les expériences socialistes du siècle dernier peuvent-elles à nouveau constituer un antidote et une alternative ?

C'est de cela que nous entendons débattre dans un forum auquel nous travaillons en tant que Rete dei Comunisti pour l'automne prochain et auquel nous vous demandons de contribuer.

Nous avons vécu ces trois décennies avec l'incomplétude d'une réflexion – souvent plus éloignée qu'entamée – sur le Communisme du XXe siècle, mais en tant que Rete dei Comunisti, nous ne l'avons jamais perdue de vue. Surtout aujourd'hui, où les conditions et les contradictions du mode de production capitaliste permettent et imposent en quelque sorte de reprendre ce chemin et d'en tenter une interprétation, en avançant quelques hypothèses et un minimum de synthèse à replacer dans la contradiction entre Socialisme et barbarie.

Nous devons préciser que nous n'avons jamais été fascinés par les tentatives de faire survivre un simple identitarisme communiste mais, à notre avis, une réflexion sur les potentialités et les acquis du mouvement communiste au et du 20ème siècle, trouve aujourd'hui une fonction politique et idéologique, indispensable pour redéfinir une perspective pour les communistes

dans les transformations d'époque qui bouleversent le monde dans lequel nous vivons.

Une défaite, pas un échec

La thèse que nous entendons affronter est que le mouvement ouvrier et communiste du 20ème siècle a été une force puissante qui, comme jamais auparavant dans l'histoire, a changé le monde avec l'émancipation de milliards d'exploités, de peuples et de nations en sapant un ordre social établi depuis des centaines d'années.

Pour les communistes, le XXe siècle a été une défaite, mais pas un échec. Il y a une différence profonde qu'il faut saisir, approfondir, revendiquer et relancer.

Les premières expériences de construction matérielle d'une société socialiste alternative au capitalisme – ce que nous avons appelé le « Socialisme possible » dans les conditions données – ont dû faire face à des difficultés et à des problèmes sans précédent, ce qui leur a valu de subir à la fin du XXe siècle une défaite en plein cœur de l'Occident capitaliste et en Europe, c'est-à-dire là où est né le mouvement ouvrier et, avec lui, la pensée révolutionnaire marxiste et les premiers partis socialistes et communistes.

Mais déjà dans des pays et des réalités autres que l'Europe – de l'Asie à l'Amérique latine – les choses, comme nous l'avons vu, ont été différentes.

La défaite du Socialisme a donc eu lieu là où le capitalisme était plus avancé et omniprésent et le socialisme plus structuré, mais elle n'a pas été un échec comme on voudrait nous le faire croire, puisque le retard qui en a résulté n'a pas du tout empêché la résurgence des contradictions du système capitaliste et un affrontement international ouvert qui repropose concrètement, bien que sous des formes historiques et politiques différentes, le dépassement du capitalisme et de l'impérialisme.

En reconstruisant le chemin qui a commencé en 1917, nous ne pouvons manquer de rappeler que cette révolution, comme l'a dit Gramsci, s'est faite contre le « Capital », à entendre comme le texte de Marx, parce que la révolution dans l'Europe du capitalisme et du mouvement ouvrier le plus avancé a échoué, tandis que l'Union soviétique a dû construire son propre socialisme à partir de l'accumulation primitive afin de développer des forces productives adaptées à la croissance interne et au climat de guerre qui existait dans la première moitié du 20e siècle.

C'était vrai pour l'URSS, mais aussi pour la Chine, Cuba, le Viêt Nam et tous les pays qui se sont mesurés au changement structurel et pas seulement à une perspective socialiste. En d'autres termes, le mouvement communiste devait réaliser en quelques décennies – et y est parvenu – ce que la société capitaliste avait produit pendant des siècles, à savoir un développement général de la société, de la connaissance et des forces productives.

C'est de cet état, produit par le développement inégal propre au capitalisme, c'est-à-dire par les contradictions inhérentes à cette formation sociale, que pouvait naître une rupture révolu-

tionnaire si puissante qu'elle n'a pas de précédent dans l'histoire de l'humanité.

Une rupture qui ne s'est certainement pas produite dans des conditions de paix, mais au cours d'une longue période de guerres qui ont soustrait des ressources à la construction du socialisme et se sont également écartées du potentiel originel inhérent aux révolutions sociales produites.

Le socialisme et les communistes au 20e siècle. Pas seulement en Europe

La lutte internationale des classes au 20ème siècle a contraint le capitalisme à une mutation qui lui a permis de déclencher au début des années 1980 une réaction qui, en un peu plus de dix ans, a conduit à l'effondrement de l'URSS, à la disparition/réduction de la taille des organisations communistes en Europe, mais n'a pas effacé du monde et de l'histoire la réalité des forces et des pays révolutionnaires et anti-impérialistes en dehors de l'Europe, forces et pays qui ont aujourd'hui trouvé leur propre fonction pertinente dans l'affrontement international croissant qui se déroule actuellement.

Au contraire, le processus d'appauvrissement théorique et politique de l'URSS et des partis communistes dans toute l'Europe, ainsi que les contradictions qui se sont manifestées dans l'affrontement entre la Chine et l'URSS dans le camp communiste, et donc la fin d'une relation internationale entre les partis, les ont affaiblis idéologiquement, théoriquement et politiquement.

Depuis près de trente ans, la suprématie du capitalisme n'a pas rencontré l'ombre d'un vérit-

able ennemi, si ce n'est celui, inventé, des islamistes. Certes, il y a eu des points de résistance, comme Cuba et la Corée du Nord par exemple, d'autres se sont adaptés au système économique, comme la Chine, le Vietnam et les anciens pays du tiers-monde, mais le récit dominant a essentiellement prôné la victoire finale du capital et la fin de l'histoire.

À un moment donné, cependant, le jouet s'est brisé et ceux qui étaient considérés comme les vainqueurs ont commencé à vaciller.

Les contradictions pour une alternative systémique sont-elles en train de réapparaître ?

C'est précisément la victoire de l'impérialisme qui a fait resurgir tous les monstres déjà générés dans le passé. Sous les mêmes formes, mais avec des possibilités de récupération du capitalisme beaucoup plus limitées et avec des limites objectives de développement manifestes, un scénario que nous avons déjà tenté d'expliquer avec les Forums sur le « Plan incliné du capital » en 2003 et avec celui, plus récent, sur « Le jardin et la jungle » en 2023 sur la fragmentation du marché mondial, désormais admise et reconnue par beaucoup.

Dans ce contexte, le récit d'un capitalisme produisant une croissance et un progrès infinis s'effondre et, au contraire, ses caractéristiques régressives pour l'avenir de l'humanité deviennent évidentes.

Un phénomène inattendu se déroule sous nos yeux, même pour beaucoup d'entre nous : la rupture mondiale qui voit d'une part les impérialismes historiques se recomposer dans le

bloc euro-atlantique pour défendre leur propre condition hégémonique en crise, et d'autre part d'autres sujets étatiques, politiques et sociaux – pratiquement les mêmes nés des révolutions du XXe siècle hors d'Europe – qui acquièrent une fonction antagoniste, même si elle est fallacieuse à divers points de vue.

« Bien creusé, vieille taupe », pouvons-nous affirmer aujourd'hui, d'autant plus que ce facteur acquiert des formes plus intelligibles dans le conflit mondial actuel et confirme l'actualité de l'élan progressiste de la révolution d'octobre et des suivantes, ouvrant une nouvelle ère.

C'est pourquoi nous avons l'intention d'organiser un forum sur « L'éloge du communisme du XXe siècle » d'ici l'automne, précisément parce que cette histoire n'est nullement terminée, qu'elle a été vaincue, mais qu'elle n'a pas échoué. Au contraire, elle s'est transformée et a en partie dévié, mais ce mouvement de classe, révolutionnaire et communiste réapparaît aujourd'hui sous différentes formes et met en crise l'organisation impérialiste actuelle.

Nous ne croyons certainement pas que les formes politiques du siècle dernier puissent être reproduites, pas plus que nous ne pouvons savoir avec précision comment la situation évoluera à l'avenir. Dans l'analyse comme dans l'investigation, nous ne pouvons procéder que par hypothèses et vérifications.

Cependant, nous devons admettre que, pour ceux qui ont traversé le « grand froid » des décennies du tournant du 20ème siècle, nous pouvons aujourd'hui entrevoir la possibilité d'une résurgence de la lutte internationale des classes, même avec des formes politiques falla-

cieuses, à commencer par le rôle des États nés du conflit du 20ème siècle ou des mouvements politiques et sociaux autres que ceux du 20ème siècle.

Cela signifie que nous devons nous remettre en question et déterminer le rôle que nous pouvons

jouer en tant que communistes et mouvement de classe dans une société qui présente des caractéristiques de plus en plus réactionnaires, régressives et bellicistes au cœur du capitalisme avancé, aux États-Unis comme dans l'UE.

**ELOGIO DEL
COMUNISMO
DEL NOVECENTO**
Forum della Rete dei Comunisti

INTRODUCONO IL FORUM E LE VARIE SESSIONI:
MAURO CASADIO / GIACOMO MARCHETTI / SERGIO CARARO / VALTER LORENZI / MICHELE FRANCO

RELATORI
SALVATORE TINÈ / VLADIMIRO GIACCHÈ / JOAN TAFALLA / ANDREA CATONE / GIORGIO GATTEI /
GIANMARIA BRUNAZZI / FRANCO RUSSO / GIORGIO CREMASCHI / VIJAY PRASHAD / PAOLO FERRERO /
LEONARDO BARGIGLI / CARLO FORMENTI / GEORGE MAVRIKOS / LUCIANO VASAPOLLO /
FEDERICO SCIRCHIO (EX OPG) / PAOLO FAVILLI / SAID BOUMAMA / ALESSANDRA KERSEVAN / ADA DONNO /
GIORGIO CASACCHIA / ATILIO BORON / ALEXANDRE HOBEL / PCI / ALESSANDRO PASCALE

VENERDÌ 4.10 DALLE 15.30 ALLE 19
SABATO 5.10 DALLE 9.30 ALLE 14
DOMENICA 6.10 DALLE 9.30 ALLE 14

4 5 6
OTTOBRE 2024

NUOVO CINEMA AQUILA
VIA L'AQUILA, 66/74 - ROMA
WWW.RETEDEICOMUNISTI.NET

Rete dei Comunisti

Poursuivre et étendre les initiatives contre le sionisme et l'impérialisme euro-atlantique qui le soutient

En tant que *Rete dei Comunisti*, *Cambiare Rotta* (organisation de la jeunesse communiste) et OSA (Alternative Etudiante d'Opposition), nous sommes pleinement satisfaits du succès de la marche unitaire du 30 novembre à Rome et à Milan, et de la réunion d'organisation des membres de l'assemblée du 9 novembre, tenue à Rome le 1er décembre, qui s'est fixé comme objectif d'avancer « vers un réseau national antisioniste et anticolonialiste pour la Palestine ».

Ces initiatives ont été deux moments importants auxquels nous avons apporté notre contribution dans le sillage de l'action, de la réflexion et de la coopération unitaire que nous menons depuis un certain temps avec d'autres forces sociopolitiques sur la base de la clarté des positions et des objectifs partagés.

Notre organisation a dans son « code génétique » une approche internationaliste qui a toujours valorisé la résistance arabo-palestinienne face au cancer sioniste.

Nous avons toujours considéré Israël comme un pivot dans la stratégie de la contre-révolution mondiale : une fonction qu'il a exercée sans interruption contre les processus de décolonisation et la lutte pour la libération des peuples opprimés, depuis son soutien au colonialisme français en Algérie jusqu'à son soutien au régime d'apartheid en Afrique du Sud, pour ne citer que deux exemples.

L'État sioniste a également été à la pointe du développement de technologies et de forma-

tions militaires visant le contrôle social et la répression politique dans les pays impérialistes eux-mêmes, à commencer par les États-Unis eux-mêmes, comme les deux vagues successives du mouvement #BlackLivesMatter l'ont mis en lumière sans équivoque en montrant les connexions entre les États-Unis et Israël dans ce domaine.

Une tendance renforcée par la victoire de Trump aux élections présidentielles qui avait pour base de masse les églises évangéliques messianiques et pro-israéliennes, et la bénédiction

du lobby sioniste. Cette tendance du sionisme à polariser les forces réactionnaires les plus menaçantes, nous l'avons vue de manière flagrante en action le 25 avril en Italie lors des mobilisations antifascistes à Milan et, dans une plus large mesure, à Rome, où la garnison des antifascistes a été attaquée par les hordes sionistes de mèche avec l'extrême droite de la capitale.

À l'heure actuelle, Israël est l'un des principaux pivots - avec les régimes arabes réactionnaires - du bloc euro-atlantique au Moyen-Orient, qui aspire à enrayer la crise de la domination de l'impérialisme, qui a perdu depuis longtemps ses capacités hégémoniques. Ce rôle, dans différents quadrants de la planète, est joué par d'autres acteurs ayant la même fonction que les

États voyous : le régime nazi de Kiev en Europe de l'Est, les dirigeants politiques sud-coréens actuels, les « indépendantistes » taïwanais ou les conservateurs japonais, désireux de se plier à tout prix aux politiques belliqueuses de l'Occident et à l'aventurisme belliciste de leurs classes dirigeantes.

Tout cela afin de maintenir une position avantageuse et d'essayer d'empêcher la configuration d'une structure multipolaire et polycentrique dans les relations internationales.

Il est de notoriété publique qu'Israël est devenu le principal vecteur de guerre au « Moyen-Orient », qu'il se bat sur sept fronts différents et qu'il ne tient absolument pas compte des orientations



politiques, même timides, de ses alliés qui portent atteinte à son autonomie dans la poursuite de ses objectifs : la constitution d'un « Grand Israël » (Eretz Israël) du fleuve à la mer, avec une vaste zone tampon.

Dans cette perspective, les pays voisins devraient lui être subordonnés, sous peine d'être soumis sous diverses formes à une pression militaire constante et à des tentatives permanentes de déstabilisation/balkanisation, souvent de mèche avec les forces les plus réactionnaires ou pro-occidentales du quadrant.

Face à cela, la complicité de l'actuel gouvernement Meloni développe les hypothèses politiques contenues dans le partenariat stratégique avec Israël auquel ont adhéré tous les gouvernements qui se sont succédé ces vingt dernières années - y compris ceux de centre-gauche - et qui ont mis en œuvre plutôt que rompu les relations avec Tel-Aviv à tous les niveaux : militaire, politique, économique et culturel.

Ils ont promu la « normalisation » avec l'État d'Israël, qui est un régime colonialiste, ségrégationniste, intrinsèquement belliqueux et génocidaire.

Nous pensons qu'il est du devoir de tous les internationalistes, progressistes et démocrates sincères de rompre cette complicité, et pour ce faire, nous devons sensibiliser les sections les plus larges des classes subalternes en dénonçant le rôle actuel d'Israël.

Il est nécessaire de soutenir tout cela par des actions concrètes pour sortir notre pays de la spirale guerrière dans laquelle l'entraîne un néo-atlantisme transversal pro-israélien qui unit

toutes les forces politiques parlementaires.

Nous pensons que les mobilisations de masse, les initiatives de boycott et l'agitation politique sont plus que jamais nécessaires et urgentes.

Nous pensons également qu'il est important de dénoncer la « militarisation » sur le front intérieur des relations sociales contre une action gouvernementale qui combine austérité et autoritarisme contre ceux qui s'opposent à ses projets de création d'une « économie de guerre ».

En effet, les classes populaires paient la construction de cette économie de guerre avec la désertification de la protection sociale décidée par l'Union européenne et le vidage des garanties politico-syndicales gagnées au cours du siècle dernier au prix de luttes très dures.

Nous continuerons à travailler d'arrache-pied avec le plus large éventail possible de forces pour soutenir les initiatives qui vont dans ce sens, en particulier celles décidées lors de la réunion du 1er décembre à Rome - renforçant cette voie - et la grève « générale et généralisée » de l'USB le 13 décembre contre l'économie de guerre que Meloni et ses associés voudraient imposer.

Les communistes, dans notre pays, ont toujours été (et continuent d'être) du côté des peuples opprimés dont les succès ont constitué la base indispensable à l'avancement des instances de transformation socio-politique menées par le mouvement ouvrier et communiste.

Un grand syndicat ! Avec la grève générale et généralisée de la Unione Sindacale di Base le 13 décembre

L'Unione Sindacale di Base (USB) a appelé à une grève générale et « généralisée » pour le vendredi 13 décembre, que nous soutenons fermement.

Au cœur des revendications de l'USB se trouve une opposition légitime aux politiques de ce gouvernement qui affectent, tant en termes de garanties sociales que de libertés syndicales et politiques, la condition générale des travailleurs de ce pays ; des travailleurs déjà épuisés par au moins deux décennies de politiques de déflation salariale, de restriction des droits syndicaux et de mépris absolu pour leurs conditions de santé et de sécurité, comme le prouvent malheureusement l'abattage constant de travailleurs et l'augmentation des maladies « professionnelles ».

Pour le syndicat, il est essentiel d'aborder de front la question de la crise industrielle et de ses implications dramatiques pour les travailleurs du secteur manufacturier, un secteur qui s'était déjà sorti avec des os brisés de la crise de la seconde moitié de la première décennie des années 2000 et des précédents processus de restructuration de la production entamés dans les années 1980, qui avaient changé la physiologie du pays-système tout en démolissant les acquis obtenus au fil d'années de luttes très dures.

La crise industrielle actuelle n'affecte pas seulement les pays périphériques de l'Union européenne, mais le « centre » même de sa structure productive, affectant directement l'a-

xe franco-allemand qui avait été le moteur de la construction de l'Union depuis le traité de Maastricht, au début des années 1990, et démolit le modèle de développement qu'il avait créé et dont les distorsions deviennent aujourd'hui évidentes.

Les classes dirigeantes des pays précités et, en général, les élites politiques continentales, y compris notre gouvernement et son « opposition » politico-parlementaire, ne semblent pas avoir de recettes crédibles, si ce n'est de privilégier un mélange d'austérité et d'autoritarisme et de jeter les bases de la construction d'une véritable économie de guerre basée sur la reconversion à des fins guerrières d'une partie importante de l'appareil de production et de la chaîne de recherche et de formation de plus en plus liée au complexe militaro-industriel.

La dévastation économique que provoquent les choix faits ces dernières années à Bruxelles et par les exécutifs nationaux a des répercussions politiques précises, comme on l'a vu avec la convocation d'élections législatives anticipées en Allemagne et la chute du gouvernement en France, résultat de la délégitimation croissante, et à certains égards irréversible, d'une classe politique qui a assuré la liberté de profit des entreprises au détriment de toutes les garanties les plus élémentaires pour les classes subalternes.

Nous assistons à l'échec d'un modèle de développement dans la crise systémique d'un mode de production qui rend la compétition entre blocs politiques féroce sur le plan économique

et qui a de plus en plus pour déboucher la guerre de la guerre ; une compétition impitoyable qui récolte les garanties résiduelles même des secteurs de travailleurs qui se sentaient relativement protégés contre la précarité sociale rampante et l'appauvrissement croissant des classes laborieuses.

Les effets de la crise, après avoir été déversés pendant des décennies sur les épaules des classes subalternes dans les pays dits PIGS (Portugal, Italie, Grèce) et en Europe de l'Est, ou parmi les groupes les moins protégés dans les pays du centre, affectent tout le monde et nous obligent à nous rendre compte de la nécessité d'imposer un changement de cap radical par rapport aux politiques mises en œuvre jusqu'à présent, et fondamentalement acceptées par de

larges couches de la population subalterne.

Contre l'homogénéisation vers le bas des conditions de travail et de vie, une réponse claire et décisive est possible qui cloue le gouvernement et les patrons à leurs responsabilités, remet l'action collective au centre comme instrument d'amélioration de leur condition et l'initiative confédérale comme perspective de reconstitution d'une classe qui ne veut pas penser au-delà des murs de sa propre entreprise ou des limites étroites de sa propre catégorie.

Au cours de ces mois, la légitime « intolérance » de secteurs importants du monde du travail se transforme en un refus précis de continuer à payer les choix d'un pouvoir politico-économique de mèche avec certains syndicats conféd-

éraux, à travers des grèves et des mobilisations dans divers secteurs qui ne peuvent trouver dans la grève générale du 13 qu'un renforcement de leurs revendications et un réveil de leurs raisons spécifiques d'être en colère.

Cette trajectoire de reprise du conflit de classe dans notre pays ne peut trouver un ancrage suffisant dans les organisations syndicales et politiques qui ont mollement accepté et fait accepter les choix des oligarchies économiques européennes et des technocrates qui incarnent leurs intérêts - dont Monti et Draghi - et passe nécessairement par la construction d'une opposition politico-syndicale indépendante et la « rupture » de la cage de compatibilité calquée sur les intérêts à la fois du grand capital européen et de la partie de la bourgeoisie dépenaillée et

parasitaire de notre pays.

Dans ce contexte, les communistes de notre pays sont appelés à être un instrument de re-composition de classe en soutenant les voies du syndicalisme combatif et confédéral de l'USB comme base nécessaire à la reconstruction d'un mouvement ouvrier organisé et indépendant contre l'exécutif actuel, la direction politique de l'UE et les bellicistes réactionnaires de l'OTAN.

C'est pourquoi nous soutenons la grève générale et généralisée du 13 décembre et participerons en masse aux deux manifestations prévues qui débuteront à Rome à 9h30 sur la Piazzale Tiburtino et à Milan à 10h00 à la Porta Venezia.



Avec le Président Maduro contre le fascisme et pour un nouveau monde !

Une importante délégation de la Rete dei Comunisti, de Cambiare Rotta – Organisation de la Jeunesse Communiste, et de OSA a été invitée et participera du 9 au 11 janvier à Caracas au « Festival Mundial Internacional Antifascista por un Nuevo Mundo ».

Ce festival est le fruit d'une proposition formulée en novembre lors du « Congreso Mundial de la Juventud y Estudiantes Antifascistas », qui a également réuni à Caracas plus d'un millier de jeunes d'environ soixante-dix pays, dont notre délégation.

Nicolás Maduro, qui s'est exprimé à la fin de la réunion en novembre, a soutenu la proposition du Festival, exhortant dans son discours que « les dirigeants, les jeunes, les travailleurs, les paysans du monde entier viennent accompagner le peuple vénézuélien lors du serment du 10 janvier ».

En effet, le 10 janvier, le président Maduro, nouvellement élu, prêtera serment et prendra ses fonctions pour le nouveau mandat de la République bolivarienne du Venezuela.

La cérémonie de prestation de serment aura lieu le 10 janvier au Palacio Federal Legislativo, siège de l'Asamblea Nacional, et marquera le début d'une nouvelle période politique de six ans (2025-3031) au cours de laquelle le pays est plus que jamais prêt à poursuivre sur la voie qu'il s'est tracée de longue date.

Le Venezuela est aujourd'hui le pays qui représente une alternative socialiste systémique dans le monde multipolaire, et le phare – avec

Cuba socialiste et le Nicaragua sandiniste – de la possibilité de rédemption pour les peuples d'Amérique latine, des exemples de la possibilité d'émancipation pour le Sud global.

La proposition qui a émergé en septembre dernier à Caracas – à laquelle nous avons adhéré avec enthousiasme – de créer une Internationale antifasciste, dont cet important festival est une étape, est une possibilité concrète de faire avancer une proposition internationaliste basée sur la coopération entre les peuples et pour un avenir de paix qui contraste ouvertement avec les plans des élites du bloc euro-atlantique. Des élites qui veulent imposer leur domination impérialiste par la guerre, le colonialisme, l'explo-

tation esclavagiste de la force de travail et la subordination culturelle aux valeurs racistes et sexistes des classes dominantes occidentales.

Pour ces raisons, les tentatives de délégitimation des processus électoraux de l'année dernière au Venezuela – dont nous avons été continuellement témoins en tant qu'observateurs – et les tentatives de déstabilisation politique menées par les oligarchies vénézuéliennes représentées par l'extrême droite du coup d'État et soutenues par l'impérialisme occidental, qui semblent vouloir poursuivre leurs provocations, n'ont pas manqué.

Le fait que le gouvernement Meloni désavoue Maduro en tant que président, ne reconnaissant pas le résultat des élections présidentielles du

28 juillet, et reconnaisse à la place le soi-disant « leader de l'opposition » Edmundo González en tant que président est une honte pour notre pays qui renforce l'importance de notre présence à Caracas.

Une importance amplifiée par le fait que l'Union européenne maintient, voire élargit, les sanctions qu'elle a introduites depuis 2017 contre le Venezuela et qui s'ajoutent à l'actuel embargo américain à travers lequel les différentes administrations yankees ont tenté – sans succès – d'étrangler économiquement le pays pour le déstabiliser politiquement.

Avec le président Maduro, contre l'oligarchie putschiste !

Pour un nouveau monde et contre le fascisme !



Rete dei Comunisti

www.retedeicomunisti.net

[facebook/retedeicomunisti](https://facebook.com/retedeicomunisti)

Contropiano

contropiano.org

[facebook/contropiano](https://facebook.com/contropiano)

[instagram/contropiano_org](https://instagram.com/contropiano_org)

Cambiare Rotta

cambiare-rotta.org

[facebook/cambiarerotta.org](https://facebook.com/cambiarerotta.org)

[instagram/cambiarerotta](https://instagram.com/cambiarerotta)

OSA

osa.claims

[facebook/opposizionestudentescaalternativa](https://facebook.com/opposizionestudentescaalternativa)

[instagram/osa.nazionale](https://instagram.com/osa.nazionale)

Contacts



Rete dei Comunisti

WWW.RETEDEICOMUNISTI.NET